

ALGÉRIE. RÉTRÉCISSEMENT DE L'ESPACE CIVIQUE

**AMNESTY INTERNATIONAL : PRÉSENTATION D'INFORMATIONS À LA
41^E SESSION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'EPU, 7-18 NOVEMBRE 2022
(ANNEXE 2 EN ANGLAIS)**

RÉSUMÉ

Ces informations ont été préparées en vue de l'Examen périodique universel (EPU) de l'Algérie, qui se tiendra en novembre 2022. Amnesty International évalue ici la mise en œuvre des recommandations adressées à l'Algérie lors de son précédent EPU, notamment en relation avec les droits aux libertés d'expression, de réunion pacifique et d'association, la discrimination liée au genre et les droits des femmes, ainsi que les droits des personnes migrantes.

L'organisation analyse également le cadre national des droits humains et les dernières modifications apportées à la Constitution, en décembre 2020, ainsi que les autres lois adoptées depuis le dernier examen de l'Algérie, en 2017.

En ce qui concerne la situation des droits humains sur le terrain, le présent document met l'accent sur la répression des libertés d'expression, de réunion pacifique et d'association, qui a atteint une ampleur sans précédent dans l'histoire récente de l'Algérie, depuis le conflit interne des années 1990.

En conclusion, Amnesty International adresse à l'Algérie une série de recommandations qui contribueraient à améliorer la situation des droits humains si elles étaient mises en œuvre.

SUITES DONNÉES AU PRÉCÉDENT EXAMEN

1. Sur les 229 recommandations examinées par les autorités algériennes lors de son dernier examen, en 2017, 59 au moins n'ont pas encore été mises en œuvre et au moins 44 l'ont été partiellement¹.
2. La Loi n° 12.06 relative aux associations n'a été ni modifiée ni abrogée et aucuns progrès n'ont été observés en faveur de l'adoption d'une législation protégeant les droits des personnes migrantes, demandeuses d'asile et réfugiées.
3. Les articles 35 et 40 de la nouvelle version de la Constitution, modifiée en décembre 2020, sont empreints d'un langage progressiste sur les droits des femmes².
4. En 2021, l'Algérie a annoncé avoir accepté la visite du rapporteur spécial sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association, prévue du 12 au 22 septembre 2022³.
5. L'Algérie a adopté une Loi relative à la prévention et à la lutte contre la discrimination et le discours de haine, qui interdit la discrimination raciale (doc. ONU A/HRC/36/13, recommandation 129.58 [Ouganda⁴]).

LE CADRE NATIONAL DES DROITS HUMAINS

6. Dans sa version révisée de décembre 2020, la Constitution comporte des avancées positives en faveur d'une meilleure protection des droits humains, qui doivent encore se traduire dans le cadre juridique national.
7. L'article 52, relatif au droit à la liberté de réunion pacifique, prévoit que ce droit peut s'exercer « sur simple déclaration », mais indique toutefois que « la loi fixe les conditions et les modalités » de son exercice.
8. L'article 53 établit que le droit de créer des associations est garanti et « s'exerce par simple déclaration ».
9. L'article 54, qui garantit la liberté de la presse, la soumet également à des restrictions à la formulation vague, comme le respect « des constantes et des valeurs religieuses, morales et culturelles ». L'article 55 garantit le droit à l'obtention et à la diffusion d'informations, mais à la condition que l'exercice de ce droit ne porte pas atteinte « à la vie privée, aux droits d'autrui, aux intérêts légitimes des entreprises et aux exigences de la sécurité nationale ».
10. L'article 40 introduit un langage positif sur les droits des femmes, en disposant que « l'État protège la femme contre toute forme de violence en tous lieux et toute circonstance dans l'espace public, dans la sphère professionnelle et dans la sphère privée. »
11. En avril 2020, les autorités algériennes ont adopté la Loi n° 20-05 relative à la prévention et à la lutte contre la discrimination et le discours de haine. L'article 34 de cette loi prévoit une peine pouvant aller jusqu'à 10 ans d'emprisonnement pour quiconque « crée, administre ou supervise » un compte électronique s'il existe la possibilité, définie en des termes vagues, que cette personne provoque « la discrimination et la haine ».
12. Toujours en avril 2020, les autorités algériennes ont adopté des modifications du Code pénal permettant de limiter davantage les libertés d'expression et d'association en punissant d'emprisonnement les faits exposant « la vie d'autrui [...] à un danger » (article 290 bis), la propagation d'informations fausses (article 196 bis) ou la réception de fonds « pour accomplir des actes susceptibles de porter atteinte à la sécurité de l'État [...] et au fonctionnement normal de ses institutions, à l'unité nationale, à l'intégrité territoriale, aux intérêts fondamentaux de l'Algérie ou à la sécurité et à l'ordre publics » (article 95 bis).

LA SITUATION DES DROITS HUMAINS SUR LE TERRAIN

Libertés de réunion pacifique et d'association

13. En février 2019 est apparu un important mouvement de contestation, le Hirak, dont les manifestants et manifestantes sont descendus par millions dans la rue pour réclamer un changement politique. Peu de temps après, les autorités algériennes ont mis en œuvre leur répression du mouvement, qui s'est intensifiée après l'élection du président Abdelmadjid Tebboune, en décembre 2019, et l'interdiction du Hirak en mars 2020 à cause de la pandémie de COVID-19.
14. Au cours des trois années écoulées depuis l'apparition du Hirak, les autorités ont arrêté et poursuivi des milliers de militant-e-s, ainsi que des journalistes, des responsables politiques et des défenseur-e-s des droits humains. La répression a atteint un niveau sans précédent en 2021 et début 2022, avec la dissolution d'un important groupe de défense des droits, la menace de dissoudre des partis politiques d'opposition et l'arrestation ciblée d'un grand nombre de figures du Hirak.
15. En mars 2022, au moins 300 personnes – militant-e-s, manifestant-e-s pacifiques et journalistes – étaient toujours maintenues en détention.
16. Pendant les manifestations du Hirak, les autorités algériennes ont arrêté arbitrairement, puis poursuivi et maintenu en détention de manière illégale, des militant-e-s politiques et de la société civile, ainsi que des journalistes, en se fondant sur des dispositions du Code pénal à la formulation vague, comme les articles 79 et 100, qui érigent en infractions toute « atteinte à l'intégrité du territoire national » et tout « attroupement armé » ou « non armé », retenues abusivement comme charges contre des manifestant-e-s pacifiques⁵. D'autres dispositions du Code pénal, comme les articles 97 et 98, limitent également le droit de réunion pacifique⁶.
17. En mai 2021, les autorités ont utilisé la Loi n° 91-19 relative aux réunions et manifestations publiques pour interdire les manifestations du Hirak en exigeant une autorisation préalable pour chaque manifestation⁷.
18. En 2021, les autorités ont utilisé la Loi n° 12-06 relative aux associations pour dissoudre l'association Rassemblement Actions Jeunesse (RAJ)⁸. Elles ont également eu recours à la Loi n° 12-04 relative aux partis politiques pour suspendre temporairement le Parti socialiste des travailleurs (PST) et pour menacer de dissoudre l'Union pour le changement et le progrès (UCP)⁹.
19. La police a fait usage d'une force excessive contre des manifestant-e-s pacifiques. Le 12 avril 2019, des policiers ont blessé le manifestant Ramzi Yettou, 22 ans, qui est mort des suites de ses blessures une semaine plus tard dans un hôpital d'Alger, alors que les autorités n'ont rendu public aucun résultat de l'enquête diligentée sur cette affaire¹⁰.
20. Entre 2020 et 2021, les autorités judiciaires ont ordonné la détention provisoire d'au moins huit femmes qui n'avaient rien fait d'autre qu'exprimer leur opinion en ligne ou que participer au Hirak.

Liberté d'expression

21. Les tribunaux algériens ont poursuivi des centaines de militant-e-s et de journalistes pour avoir exercé leur droit à la liberté d'expression, en ligne ou sur le terrain, au titre de dispositions du Code pénal, notamment de ses articles 74, 75, 96, 144, 144 bis, 144 bis 2, 146, 196 et 290 bis¹¹.
22. Le 3 mars 2022, une juridiction d'appel siégeant à Alger a condamné le journaliste Khaled Drareni à six mois de prison avec sursis et à une amende pour avoir couvert les manifestations du Hirak. Une juridiction inférieure l'avait d'abord condamné à trois ans d'emprisonnement, en août 2020. Il a été maintenu en détention pendant 11 mois, entre mars 2020 et février 2021¹².

23. En octobre 2021, la cour de Tamanrasset, dans le sud de l'Algérie, a condamné le journaliste Rabah Karèche à un an de prison, dont six mois avec sursis, pour avoir publié dans le journal Liberté des articles sur les manifestations dans le sud de l'Algérie contre la nouvelle division administrative du pays¹³.
24. En avril 2021, la cour d'Alger a condamné l'islamologue Saïd Djabelkheir à trois ans de prison en raison de publications en ligne dans lesquelles il commentait le Coran¹⁴.
25. De juin à août 2021, en vertu de la loi relative à l'activité audiovisuelle, l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV) a décidé de suspendre deux chaînes de télévision, d'en fermer deux autres et de ne pas répondre aux demandes d'accréditation de médias et de journalistes étrangers ou de retirer des accréditations déjà accordées¹⁵.
26. D'après les recherches effectuées par Amnesty International sur l'accessibilité des nouveaux sites web, entre le 30 novembre et le 11 décembre 2020, les autorités algériennes ont bloqué arbitrairement l'accès à au moins 18 sites web d'information qui observaient une ligne éditoriale indépendante, notamment Maghreb Émergent et RadioMPost.

Lutte contre le terrorisme et droits humains

27. En avril 2021, les tribunaux algériens ont commencé à engager des poursuites contre des dizaines de militant-e-s, de journalistes et de défenseur-e-s des droits humains en vertu de l'article 87 bis du Code pénal, relatif au terrorisme. Cet article a été de nouveau modifié en juin 2021, afin d'inclure de nouvelles dispositions à la formulation vague, notamment l'incrimination de quiconque œuvre ou incite « à accéder au pouvoir ou à changer le système de gouvernance par des moyens non constitutionnels¹⁶. »
28. En mai 2021, le Haut Conseil de sécurité a désigné comme terroristes deux mouvements non officiellement reconnus, Rachad et le Mouvement pour l'autodétermination de la Kabylie (MAK), malgré le caractère pacifique de leur plaidoyer en faveur du changement en Algérie.
29. En octobre 2021, le tribunal d'Adrar, dans le sud de l'Algérie, a condamné le militant Mohad Gasmi à cinq ans de prison pour « apologie du terrorisme ». Celui-ci avait estimé, dans une publication sur Facebook, que les autorités algériennes étaient responsables de la radicalisation d'un ancien activiste pour les droits des travailleurs¹⁷. Son procès en appel doit avoir lieu en octobre 2022.
30. En avril 2021, la cour d'Oran, dans l'ouest de l'Algérie, a engagé des poursuites contre les défenseur-e-s des droits humains et journalistes Kaddour Chouicha, Djamilia Loukil et Saïd Boudour, ainsi que 12 autres personnes, sur la base d'accusations de liens avec le groupe politique non officiellement reconnu Rachad¹⁸.

Torture et autres mauvais traitements

31. Amnesty International a recensé au moins neuf cas de torture et d'autres formes de mauvais traitements subis en détention par des militant-e-s entre octobre 2018 et avril 2021.
32. En avril 2021, des policiers d'El Bayadh, une ville de l'ouest de l'Algérie, ont arrêté le militant Ayoub Chahetou alors qu'il participait à une manifestation et lui ont infligé des tortures de nature sexuelle pendant sa détention¹⁹.

Détention provisoire prolongée

33. En Algérie, le Code de procédure pénale et la Constitution précisent le caractère exceptionnel de la détention provisoire. Dans la pratique, les autorités algériennes maintiennent des centaines de militant-e-s en détention provisoire. Le 31 mars 2019, la cour de Ghardaïa a ordonné la détention provisoire du militant politique et médecin Kamel Eddine Fekhar pour avoir publié en ligne des critiques à l'égard du gouvernement. Il est mort le 28 mai, après une grève de la faim de 50 jours entreprise afin de protester contre sa détention arbitraire²⁰.

Liberté de religion

34. Entre 2017 et 2022, les autorités algériennes ont eu recours au Code pénal et à l'Ordonnance n° 06-03 fixant les conditions et règles d'exercice des cultes autres que musulmans pour poursuivre en justice des centaines de croyants non sunnites. Elles ont également fermé plusieurs églises protestantes, portant atteinte au droit à la liberté de religion.
35. L'article 51 de la Constitution de 2020 établit que la liberté d'opinion et la « liberté d'exercice des cultes » sont garanties, alors que la liberté d'opinion et la liberté de conscience étaient protégées dans la Constitution adoptée en 2016.
36. En décembre 2021, la cour d'Ain Defla, dans le nord de l'Algérie, a condamné un homme converti au christianisme, Foudhil Bahloul, à six mois de prison et à une amende pour « collecte de dons sans autorisation », au titre de l'Ordonnance n° 06-03²¹.
37. Entre janvier 2018 et juillet 2021, les autorités ont ordonné la fermeture de force d'au moins 20 églises protestantes et la mise sous scellés de 16 d'entre elles.

Indépendance de la justice

38. La Constitution de 2020 n'offre pas suffisamment de garanties pour assurer l'indépendance du pouvoir judiciaire et son impartialité, en particulier en ce qui concerne l'inamovibilité des juges, leur nomination et l'indépendance du Conseil supérieur de la magistrature vis-à-vis du pouvoir exécutif.
39. En mai 2021, le Conseil supérieur de la magistrature a destitué le juge Sadedin Merzoug à l'issue d'une procédure disciplinaire ouverte contre lui en raison de sa diffusion en ligne de publications de soutien aux manifestations du Hirak et de son plaidoyer en faveur d'un changement démocratique en Algérie²².

Discrimination fondée sur l'identité de genre ou l'orientation sexuelle

40. Malgré quelques progrès pour les droits des femmes dans la version modifiée de la Constitution de 2020, le droit algérien reste discriminatoire à leur égard en matière d'héritage, de mariage, de divorce, de garde des enfants et de tutelle²³.
41. L'adultère est érigé en infraction dans l'article 339 du Code pénal, qui prévoit une peine d'un à deux ans d'emprisonnement.
42. Bien qu'une loi contre la violence domestique ait été adoptée en 2015, l'Algérie ne dispose toujours pas d'une législation exhaustive permettant de mettre en place une réponse efficace et coordonnée aux violences faites aux femmes²⁴. Le Code pénal érige le viol en crime, mais il ne comporte pas de définition du crime de viol. Qui plus est, une « clause du pardon » permet aux violeurs d'éviter toute peine si leur victime leur pardonne²⁵.
43. Selon le groupe de femmes Féminicides Algérie, au moins 55 féminicides ont été recensés en 2021 dans le pays, mais la police et les autorités judiciaires n'avaient pas enquêté de manière satisfaisante sur ces affaires ni engagé de poursuites contre les responsables.
44. L'article 338 du Code pénal érige en infraction les relations sexuelles entre personnes de même sexe²⁶. En 2020, un groupe de personnes ont été condamnées à un an d'emprisonnement sur la base d'accusations reposant sur cet article²⁷.

Droits des personnes migrantes

45. La migration irrégulière est passible d'une peine pouvant aller jusqu'à deux ans de prison. En 2021, les gardes-côtes algériens ont intercepté Brahim Laalami, militant du Hirak, qui a ensuite été condamné à trois mois de prison pour sortie irrégulière du territoire national²⁸.
46. L'Algérie n'est toujours pas dotée d'une législation nationale relative au droit d'asile et les autorités algériennes ne reconnaissent pas le statut des personnes que le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) désigne comme réfugiées, en vertu de son mandat²⁹.
47. Les autorités ont expulsé arbitrairement des centaines de milliers de personnes migrantes sans la diligence requise³⁰.

RECOMMANDATIONS À L'ÉTAT SOUMIS À L'EXAMEN

Amnesty International appelle le gouvernement de l'Algérie à prendre les mesures suivantes :

Libertés d'association et de réunion pacifique

48. libérer les militant-e-s, les journalistes et les défenseur-e-s des droits humains maintenus en détention au seul motif d'avoir exercé leur droit à la liberté de réunion pacifique ;
49. modifier les lois qui érigent en infractions les réunions pacifiques, notamment les articles 79, 97, 98 et 100 du Code pénal ;
50. modifier les articles 15, 17, 19 et 23 de la Loi n° 91-19 relative aux réunions et manifestations publiques, afin de la rendre conforme à la Constitution ;
51. abroger la Loi n° 12-06 relative aux associations et élaborer une nouvelle loi, comme l'avait accepté l'Algérie lors du troisième examen³¹ ;
52. modifier l'article 95 bis du Code pénal, qui érige en infraction la réception de fonds « pour accomplir des actes susceptibles de porter atteinte à la sécurité de l'État [...] et au fonctionnement normal de ses institutions, à l'unité nationale, à l'intégrité territoriale, aux intérêts fondamentaux de l'Algérie ou à la sécurité et à l'ordre publics » ;

Liberté d'expression

53. libérer les militant-e-s, les journalistes et les défenseur-e-s des droits humains maintenus en détention au seul motif d'avoir exercé leur droit à la liberté d'expression ;
54. modifier les dispositions du Code pénal qui sanctionnent le droit à la liberté d'expression au nom de la défense de la sécurité, notamment les articles 74, 75, 96, 144, 144 bis, 146, 196 bis et 290 bis ;
55. réviser la loi relative à l'activité audiovisuelle pour la rendre conforme aux normes en matière de droits humains ;

Lutte contre le terrorisme et droits humains

56. modifier l'article 87 bis du Code pénal pour définir plus précisément le crime de « terrorisme », conformément au droit international relatif aux droits humains et aux normes internationales en la matière, de manière à ne pas restreindre illégalement les droits aux libertés d'expression, de réunion pacifique et d'association ;

Torture et autres mauvais traitements

57. ouvrir des enquêtes indépendantes, impartiales et efficaces sur les allégations de torture et d'autres mauvais traitements puis rendre publiques les conclusions de ces enquêtes afin que toute personne établie responsable soit traduite en justice et tenue pénalement de rendre des comptes, comme l'avait accepté l'Algérie lors du troisième examen³² ;

Liberté de religion et de conviction

58. protéger le droit des personnes de pratiquer leur religion librement ;
59. éliminer les restrictions injustifiées contenues dans l'Ordonnance n° 06-03 fixant les conditions et règles d'exercice des cultes autres que musulmans, notamment en ce qui concerne les conditions et les lieux d'exercice du culte, la connaissance des autres religions et l'autorisation de la collecte de dons, afin de respecter les obligations auxquelles le pays est tenu par le droit international relatif aux droits humains en matière de libertés d'expression, d'association et de réunion pacifique ;
60. abroger l'article 144 bis 2 du Code pénal, applicable à « quiconque offense le prophète » ou « dénigre le dogme ou les préceptes de l'Islam » ;

Indépendance de la justice

61. veiller à ce que toute procédure disciplinaire à l'encontre d'un juge ne soit possible qu'en cas de faute grave, à ce que la discipline soit assurée par un mécanisme équitable, impartial et ne permettant aucune ingérence du gouvernement, et à ce que les garanties de la diligence requise soient respectées ;
62. modifier la Loi n° 04-12 du 6 septembre 2004 fixant la composition, le fonctionnement et les attributions du Conseil supérieur de la magistrature, afin d'éliminer le contrôle injustifié du pouvoir exécutif sur le pouvoir judiciaire ;
63. modifier la Loi n° 04-11 du 6 septembre 2004 portant statut de la magistrature, afin d'éviter que le pouvoir exécutif exerce toute influence sur la nomination des juges ;

Discrimination fondée sur l'identité de genre ou l'orientation sexuelle

64. modifier tous les articles du Code pénal et du Code de la famille qui opèrent une discrimination fondée sur le genre, à savoir, dans le Code pénal, les articles 326 (qui excuse les violeurs s'ils épousent leur victime) et 336 (qui ne fournit pas de définition du viol) et, dans le Code de la famille, les articles 11 (les femmes doivent se marier en présence d'un membre masculin de leur famille), 53 et 54 (un homme n'a pas besoin de justification pour demander le divorce alors qu'une femme doit en avoir une), ainsi que 66 (une femme se remariant perd le droit de garde de ses enfants) ;
65. dépenaliser les relations sexuelles entre personnes du même sexe en abrogeant l'article 338 du Code pénal, qui érige en infraction tout « acte d'homosexualité » ;
66. adopter une législation exhaustive pour prévenir et combattre les violences faites aux femmes, conformément à la nouvelle Constitution, comme l'avait déjà accepté l'Algérie lors du troisième examen ;

Droits des personnes migrantes et réfugiées

67. abroger ou modifier l'article 175 bis 1 du Code pénal, qui sanctionne toute sortie « illicite » d'Algérie, et garantir que toute violation de la législation en matière de migration soit traitée comme une infraction administrative plutôt que pénale ;

68. modifier la Loi n° 08.11 afin de dépenaliser l'entrée, le séjour et la sortie du territoire dans des conditions irrégulières et pour que ces actes soient traités comme des infractions administratives plutôt que pénales ;
69. adopter une législation nationale permettant d'appliquer la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et son Protocole facultatif de 1967, ainsi que les autres lois et normes internationales relatives à la protection des personnes ayant besoin d'une protection internationale ;
70. accorder une protection aux personnes reconnues comme réfugiées par le HCR ;
71. cesser la pratique des arrestations arbitraires et des expulsions sommaires de personnes étrangères sans la diligence requise et respecter le principe de « non-refoulement » ;

Ratification des principaux traités internationaux relatifs aux droits humains

72. ratifier le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ;
73. ratifier le Deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort, et commuer toutes les peines capitales déjà prononcées ;
74. retirer les réserves émises à l'égard de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ;
75. ratifier la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées ;
76. ratifier le Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

¹ Conseil des droits de l'homme des Nations unies (CDH), *Rapport du Conseil des droits de l'homme sur sa trente-sixième session*, doc. ONU A/HRC/36/2, 11-29 septembre 2017, § 870.

² CDH, *Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Algérie*, doc. ONU A/HRC/36/13, 11-29 septembre 2017, recommandation 129.171 (Namibie).

³ CDH, *Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Algérie*, doc. ONU A/HRC/36/13, 11-29 septembre 2017, recommandation 129.29 (Norvège).

⁴ Loi n° 20-05 relative à la prévention et à la lutte contre la discrimination et le discours de haine, adoptée le 28 avril 2020.

⁵ L'article 79 du Code pénal de 1966, adopté le 8 juin 1966, prévoit une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à dix ans et une amende pour quiconque a entrepris « de porter atteinte à l'intégrité du territoire national ». L'article 100 prévoit une peine d'emprisonnement allant de deux mois à un an et une amende pour « toute provocation [...] à un attroupement non armé », et une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 5 ans pour « toute provocation [...] à un attroupement armé ».

⁶ L'article 97 du Code pénal de 1966, adopté le 8 juin 1966, interdit « tout attroupement armé » et « non armé ». L'article 98 condamne à une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à trois ans toute personne « faisant partie d'un attroupement ».

⁷ L'article 15 de la Loi n° 91-19 de 1991 relative aux manifestations et réunions publiques, adoptée le 21 août 2021, établit que « [l]es manifestations publiques sont soumises à autorisation préalable ». L'article 17 de la Loi n° 91-19 détaille les formalités de cette autorisation préalable. L'article 19 de la Loi n° 91-19 considère comme illégale « toute manifestation se déroulant sans autorisation ou après son interdiction ». L'article 23 de la Loi n° 91-19 prévoit une peine d'emprisonnement et une amende pour toute personne faisant « une déclaration inexacte de manière à tromper » ou participant « à l'organisation d'une manifestation non autorisée ».

⁸ Amnesty International, « Algérie. La dissolution du RAJ, organisation de défense des droits humains de premier plan, porte un coup dur aux libertés », 13 octobre 2021.

⁹ Amnesty International, « Algérie. Dans le cadre de la répression, les partis politiques se retrouvent dans le collimateur des autorités », 9 février 2022.

¹⁰ Amnesty International, « Algérie. Justice doit être rendue au manifestant roué de coups par des policiers », 28 mai 2019.

¹¹ L'article 74 du Code pénal de 1966, adopté le 8 juin 1966, sanctionne de cinq à dix ans d'emprisonnement quiconque, en temps de paix, « en vue de nuire à la défense nationale, a entravé la circulation du matériel militaire ou a [...] provoqué, facilité ou organisé une action violente [...] ayant ces entraves pour but ou pour résultat ». L'article 75 du Code pénal sanctionne de cinq à dix ans d'emprisonnement quiconque, en temps de paix, participe « à une entreprise de démoralisation de l'armée ». L'article 96

du Code pénal sanctionne d'une peine pouvant aller jusqu'à trois ans d'emprisonnement et une amende quiconque « distribue, met en vente, expose au regard du public ou détient en vue de la distribution, de la vente ou de l'exposition » des publications « de nature à nuire à l'intérêt national ». L'article 144 du Code pénal prévoit jusqu'à trois ans de prison et une amende pour « outrage » aux fonctionnaires. L'article 144 bis du Code pénal prévoit une amende pour « toute personne qui offense le Président de la République » et l'article 144 bis 2 prévoit une peine pouvant aller jusqu'à cinq ans d'emprisonnement et une amende pour quiconque « offense » l'Islam ou le prophète ou « dénigre le dogme ou les préceptes de l'Islam ». L'article 146 du Code pénal sanctionne par une amende tout « outrage » à une « institution publique ». L'article 196 bis du Code pénal prévoit jusqu'à trois ans d'emprisonnement et une amende pour propagation d'informations fausses. L'article 290 bis du Code pénal prévoit jusqu'à deux ans d'emprisonnement pour quiconque, par la violation d'une loi ou d'un règlement, « expose [...] la vie d'autrui ou son intégrité physique à un danger. » La peine peut aller jusqu'à cinq ans d'emprisonnement si les faits « sont commis durant les périodes de confinement sanitaire ou d'une catastrophe [...] ou de toute autre calamité ».

¹² Amnesty International, « Algérie. Des journalistes condamnés à de lourdes peines de prison dans un contexte de répression croissante », 27 août 2020.

¹³ Le journaliste Rabah Karèche a été poursuivi au titre des articles 96 et 297 du Code pénal, ainsi que de l'article 34 de la Loi n° 20-05, adoptée le 28 avril 2020. Pour plus d'informations sur son cas, voir Amnesty International, « Tribune pour la libération du journaliste Rabah Karèche », 5 octobre 2021.

¹⁴ Amnesty International, « Algérie. Un islamologue est condamné à trois ans de prison pour "offense à l'islam" », 22 avril 2021.

¹⁵ Les chaînes de télévision *El Hayat TV* et *El Bilad TV* ont été suspendues en raison d'émissions qu'elles avaient diffusées. Les chaînes de télévision *El Djazairia One* et *Lina TV* ont été fermées pour non-respect de la Loi relative à l'audiovisuel, selon le ministère de la Communication. Les médias étrangers dont l'accréditation a été retirée sont *Al Arabiya* et *France 24*. Par ailleurs, le poste de direction de l'Agence France Presse (AFP) en Algérie est vacant depuis 2019, car les autorités algériennes refusent d'accorder à l'agence l'accréditation nécessaire, malgré ses demandes répétées.

¹⁶ L'article 87 bis du Code pénal de 1966, adopté le 8 juin 1966, comporte 14 dispositions prévoyant des condamnations allant jusqu'à la peine de mort pour les responsables du crime de « terrorisme ». Quiconque crée, finance ou organise des actes de « terrorisme » risque la réclusion à perpétuité. Quiconque participe à des actes de « terrorisme » risque jusqu'à 20 ans d'emprisonnement. « L'apologie du terrorisme » est passible de cinq à dix ans d'emprisonnement et d'une amende.

¹⁷ Amnesty International, *Algérie. Un militant a été déclaré coupable d'apologie du terrorisme*, 3 novembre 2021 (index : MDE 28/4941/2021).

¹⁸ Amnesty International, *Halte à la criminalisation de l'opposition pacifique en Algérie*, 24 juin 2021 (index : MDE 28/4264/2021).

¹⁹ Voir ci-dessus.

²⁰ Amnesty International, « Algérie : La mort de Kameleddine Fekhar après 50 jours de grève de la faim est une honte pour le pays », 29 mai 2019.

²¹ Amnesty International, « Algérie. Il faut annuler la condamnation d'un homme converti au christianisme et la loi répressive invoquée afin de le condamner », 7 décembre 2021.

²² Le ministère de la Justice a d'abord averti le juge qu'une procédure disciplinaire avait été ouverte contre lui en mai 2020, en lui adressant une convocation qu'il a reçue au domicile d'un membre de sa famille. L'affaire a été transférée au Conseil supérieur de la magistrature, qui a engagé des procédures disciplinaires à son égard pour plusieurs motifs, dont « non-respect du devoir de réserve » et « incitation à la grève », tels qu'ils sont prévus dans la Loi de 2004 portant statut de la magistrature, adoptée le 6 septembre 2004. Les éléments de preuve versés au dossier sont des publications en ligne rédigées par Sadedin Merzoug sur Facebook, dans lesquelles il critique le système judiciaire et fait des déclarations aux médias sur le boycott de l'élection présidentielle du 4 juillet et du 18 octobre 2019 par le Club des magistrats algériens. La décision du Conseil supérieur de la magistrature de le démettre de ses fonctions est la sanction disciplinaire la plus lourde pour faute grave d'un juge.

²³ En vertu de l'article 11 du Code de la famille algérien de 1984, adopté le 9 juin 1984, la conclusion du mariage pour une femme majeure incombe à son tuteur matrimonial (*wali*), qui est soit son père, soit l'un de ses proches parents, soit toute autre personne de son choix. D'après l'article 66 du Code de la famille, une mère qui se remarie est déchu du droit de garde de ses enfants. Un homme peut divorcer librement de son épouse sans justification, mais une femme doit remplir des conditions spécifiques pour demander le divorce, conformément aux articles 53 et 54 du Code de la famille. L'héritage favorise encore les fils par rapport aux filles. La loi consacre une formule mathématique simple à l'effet gravement discriminatoire : un fils équivaut à deux filles.

²⁴ La Loi no 15-19 prévoit que l'agression du conjoint ou ex-conjoint est passible d'une peine pouvant aller jusqu'à 20 ans d'emprisonnement, en fonction des blessures de la victime, et de la réclusion à perpétuité si les coups portés ont occasionné la mort. Elle élargit également la définition du harcèlement sexuel, renforce les peines dont il est passible et érige en infraction le harcèlement dans les espaces publics. Loi no 15-19, du 30 décembre 2015, modifiant et complétant l'ordonnance no 66-156, du 8 juin 1966, portant code pénal.

²⁵ L'article 326 du Code pénal érige en infraction passible d'une peine d'emprisonnement d'un à cinq ans l'enlèvement ou le détournement, ou la tentative d'enlèvement ou de détournement, « sans violences, menaces ou fraude », d'une personne mineure de 18 ans. Or, si le ravisseur épouse la mineure, il ne peut être poursuivi ou condamné en vertu de l'article 326 que si le mariage

est annulé. Dans la pratique, cette disposition accorde l'impunité à des violeurs et peut faciliter à la fois le viol et le mariage forcé des mineures. L'article 336 du Code pénal algérien prévoit une peine d'emprisonnement de cinq à 10 ans pour les auteurs de crime de viol, sans cependant fournir de définition de ce crime. Le Code pénal ne définit pas d'autres formes de violences sexuelles, comme l'agression sexuelle, l'agression sexuelle aggravée et les attouchements, mais de tels actes peuvent être poursuivis en vertu des articles 334 et 335 du Code pénal, consacrés aux attentats à la pudeur.

²⁶ L'article 338 du Code pénal de 1966, adopté le 8 juin 1966, prévoit jusqu'à trois ans de prison et une amende pour tout « acte d'homosexualité ». En juin 2016, l'Algérie était l'un des 18 membres du Conseil des droits de l'homme des Nations unies à voter contre la nomination d'un-e expert-e indépendant-e sur la protection contre la violence et la discrimination en raison de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre.

²⁷ Amnesty International, *Rapport 2020/21*, pp. 81-84 (Algérie).

²⁸ Amnesty International, *Rapport 2021/22*, p. 91 (Algérie).

²⁹ Le Bureau algérien pour la protection des réfugiés et apatrides, créé par le Décret n° 63-274 du 25 juillet 1963 fixant les modalités d'application de la Convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés, n'a pas encore été converti en structure opérationnelle de traitement des demandes d'asile.

³⁰ Amnesty International, « Le recours au profilage ethnique conduit à l'expulsion de plus de 2 000 migrants subsahariens », 23 octobre 2017.

³¹ CDH, *Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Algérie*, doc. ONU A/HRC/36/13, 11-29 septembre 2017, recommandation 129.114 (France).

³² CDH, *Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Algérie*, doc. ONU A/HRC/36/13, 11-29 septembre 2017, recommandation 129.76 (Bosnie-Herzégovine).

ANNEXE 1

DOCUMENTS CLÉS D'AMNESTY INTERNATIONAL À CONSULTER POUR PLUS DE RÉFÉRENCES

Rapport 2021/22 : La situation des droits humains dans le monde, 29 mars 2022 (index : POL 10/4870/2022), pp. 88-91, <https://www.amnesty.org/fr/documents/pol10/4870/2022/fr/>

« Algérie. La dissolution du RAJ, organisation de défense des droits humains de premier plan, porte un coup dur aux libertés », 13 octobre 2021, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2021/10/algeria-dissolution-of-leading-rights-group-raj-a-blow-for-freedoms/>

« Algérie. Dans le cadre de la répression, les partis politiques se retrouvent dans le collimateur des autorités », 9 février 2022, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2022/02/algeria-authorities-target-political-parties-in-their-latest-clampdown/>

« Algérie. Justice doit être rendue au manifestant roué de coups par des policiers », 28 mai 2019, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2019/05/algeria-authorities-must-ensure-justice-for-protester-beaten-by-police-2/>

« Algérie. Des journalistes condamnés à de lourdes peines de prison dans un contexte de répression croissante », 27 août 2020, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/08/algeria-journalists-sentenced-to-harsh-prison-terms-amid-growing-crackdown-2/>

« Tribune pour la libération du journaliste Rabah Karèche », 5 octobre 2021, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2021/10/algeria-release-journalist-rabah-kareche/>

« Algérie. Un islamologue est condamné à trois ans de prison pour "offense à l'islam" », 22 avril 2021, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2021/04/algeria-islamic-scholar-sentenced-to-three-year-prison-term-for-offending-islam-2/>

Algérie. Un militant a été déclaré coupable d'apologie du terrorisme, 3 novembre 2021 (index : MDE 28/4941/2021), <https://www.amnesty.org/fr/documents/mde28/4941/2021/fr/>

Halte à la criminalisation de l'opposition pacifique en Algérie, 24 juin 2021 (index : MDE 28/4264/2021), <https://www.amnesty.org/fr/documents/mde28/4264/2021/fr/>

Répression de la liberté d'expression et du droit de réunion : les militant-e-s du Hirak en Algérie, 23 février 2021 (index : MDE 28/3707/2021), <https://www.amnesty.org/fr/documents/mde28/3707/2021/fr/>

« Algérie. La mort de Kameleddine Fekhar après 50 jours de grève de la faim est une honte pour le pays », 29 mai 2019, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2019/05/algeria-death-of-human-rights-activist-after-50-day-hunger-strike-a-national-disgrace/>

« Algérie. Il faut annuler la condamnation d'un homme converti au christianisme et la loi répressive invoquée afin de le condamner », 7 décembre 2021, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2021/12/algeria-quash-conviction-of-christian-convert-and-overturn-repressive-law-used-to-prosecute-him/>

« Algérie. Vague d'arrestations et de poursuites contre des centaines d'ahmadis », 19 juin 2017, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2017/06/algeria-wave-of-arrests-and-prosecutions-of-hundreds-of-ahmadis-2/>

Rapport 2020/21: La situation des droits humains dans le monde, 7 avril 2021 (index : POL 10/3202/2021), pp. 81-84, <https://www.amnesty.org/fr/documents/pol10/3202/2021/fr/>

« Algérie. Le recours au profilage ethnique conduit à l'expulsion de plus de 2 000 migrants subsahariens », 23 octobre 2017, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2017/10/algeria-mass-racial-profiling-used-to-deport-more-than-2000-sub-saharan-migrants/>

ANNEX 2

MATRIX OF RECOMMENDATIONS FROM THE PREVIOUS CYCLE, WITH COMMENTS ON PROGRESS

Recommendation	Position	Full list of themes	Amnesty International's assessment/comments on level of implementation
Theme: A12 Acceptance of international norms			
129.32 Adopt laws to implement the conventions it has ratified (Niger); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 7	Supported	A12 Acceptance of international norms A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - general	Partly implemented with the adoption of new progressive amendments in the Algerian Constitution in 2020 and a law to combat discrimination and hate speech in 2021
129.223 Adopt a comprehensive legal framework for refugees and asylum seekers in conformity with relevant international standards (Belgium); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 6	Supported	A12 Acceptance of international norms A41 Constitutional and legislative framework G5 Refugees & asylum seekers Affected persons: - refugees & asylum seekers	Not yet implemented
1. Theme: A13 Reservations			
129.15 Withdraw its reservation to article 2 of the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women (Australia); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 6	Supported	A13 Reservations F12 Discrimination against women Affected persons: - women	Not yet implemented
2. Theme: A22 Cooperation with treaty bodies			
129.28 Adopt an open, merit-based selection process when selecting national candidates for United Nations treaty body elections (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 7	Supported	A22 Cooperation with treaty bodies D7 Right to participation in public affairs and right to vote Affected persons: - general	Not yet implemented

3. Theme: A23 Follow-up to treaty bodies

129.26 Cooperate with the Human Rights Committee and fully implement its views (Luxembourg); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 7	Supported	A23 Follow-up to treaty bodies Affected persons: - general	Partly implemented (Algeria was reviewed by the Human Rights Committee in 2018)
129.29 Reply favourably and without delay to the requests of United Nations human rights experts and mechanisms to visit Algeria (Norway); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 7	Supported	A23 Follow-up to treaty bodies A24 Cooperation with special procedures Affected persons: - general	Partly implemented (after the announcement of the visit of the Special Rapporteur on freedom of association and peaceful assembly in September 2022)

4. Theme: A28 Cooperation with other international mechanisms and institutions

129.111 Reform the association law 12-06 of 2012 to provide a clear and unambiguous legal foundation for the work of civil society organizations, including with regard to cooperation with international partners (Germany); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 6	Supported	A28 Cooperation with other international mechanisms and institutions D7 Right to participation in public affairs and right to vote D43 Freedom of opinion and expression D45 Freedom of association H1 Human rights defenders Affected persons: - general - media - persons deprived of their liberty	Not yet implemented
---	-----------	--	---------------------

5. Theme: A41 Constitutional and legislative framework

129.33 Accelerate efforts towards the enactment of domestic legislation to further strengthen human rights (Philippines); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 7	Supported	A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - general	Partly implemented. Same comment as recommendation 129.32.
129.34 Bring domestic legislation into conformity with its international human rights obligations (Madagascar); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 7	Supported	A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - general	Partly implemented. Same comment as recommendation 129.32.
129.35 Continue incorporating international human rights norms into the national legislation (Uzbekistan); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 7	Supported	A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - general	Partly implemented. Same comment as recommendation 129.32.
129.36 Continue to align its legislation with the new constitution and with the provisions of international human rights instruments (Namibia); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 7	Supported	A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - general	Partly implemented. Same comment as recommendation 129.32.
129.37 Expedite the amendment of previous legislation that is not in line with the amended Constitution of 7 February 2016 and its human rights guarantees (Ethiopia); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 7	Supported	A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - general	Not yet implemented
129.38 Expedite the implementation of new constitutional provisions which have included innovative measures in the sphere of human rights (Islamic Republic of Iran); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 7	Supported	A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - general	Not yet implemented
129.113 Amend the law on associations to remove undue restrictions on civil society organizations (United States of America); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 6	Supported	A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - general	Not yet implemented
129.114 Revise or repeal legislation on associations and elaborate a new organic law on associations in conformity with international human rights norms (France); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 6	Supported	A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - general	Not yet implemented
129.117 Create a secure and enabling environment for civil society, notably by amending the Law 12-06 of 12 January 2012 to bring it into conformity with its Constitution and international obligations (Switzerland); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 6	Supported	A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - general	Not yet implemented
129.119 Continue the legislative reforms it has embarked on regarding participatory democracy and political parties (Azerbaijan); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 6	Supported	A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - general	Not yet implemented
129.58 Incorporate a definition of racial discrimination into its legislation and a prohibition of racial discrimination into the Criminal Code (Uganda); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 7	Supported	A41 Constitutional and legislative framework B32 Racial discrimination Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	Partly implemented, with the adoption of a law to combat discrimination and hate speech in 2020.

129.176 Take necessary measures to ensure the effective implementation of the law relating to violence against women, notably by guaranteeing access to justice for victims (Switzerland); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 7	Supported	A41 Constitutional and legislative framework B51 Right to an effective remedy F13 Violence against women Affected persons: - women	Partly implemented, with the adoption of a progressive amendment (Article 40) of the 2020 Constitution.
129.178 Establish an assistance mechanism for women and girls who are victims of violence, particularly victims of sexual or gender-based violence, to facilitate the filing of complaints with the police and to provide them with legal, medical and psychological assistance, as well as adequate protection (Belgium); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 6	Supported	A41 Constitutional and legislative framework B51 Right to an effective remedy F13 Violence against women Affected persons: - women	Partly implemented. Same comment as above.
129.70 Continue efforts to combat terrorism in the framework of respecting human rights norms (Lebanon); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 6	Supported	A41 Constitutional and legislative framework B8 Human rights & counter-terrorism Affected persons: - general	Not yet implemented
129.77 Strengthen laws and policies to achieve an effective implementation of the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, including training programmes on human rights for those responsible for law enforcement (Chile); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 7	Supported	A41 Constitutional and legislative framework D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment Affected persons: - persons deprived of their liberty	Not yet implemented
129.190 Take all necessary measures to effectively implement the legislation on domestic violence and protection from such violence (Egypt); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 6	Supported	A41 Constitutional and legislative framework D29 Domestic violence Affected persons: - women	Partly implemented. Same comment as above.
129.180 Continue to further combat violence against women and adopt necessary legislation to prohibit and criminalize all forms of violence against women and domestic violence (Bosnia and Herzegovina); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 6	Supported	A41 Constitutional and legislative framework D29 Domestic violence F13 Violence against women Affected persons: - women	Partly implemented. Same comment as above.
129.191 Continue its efforts in addressing the issue of violence against women, building on the adoption of the 2015 law criminalizing domestic violence against women (Cyprus); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 6	Supported	A41 Constitutional and legislative framework D29 Domestic violence F13 Violence against women Affected persons: - women	Partly implemented. Same comment as above.
129.99 Amend administrative and other regulations and practices in order to implement the constitutional provisions regarding freedom of the press and clarify the law on defamation and its application so as to ensure freedom of opinion and expression (Sweden); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 6	Supported	A41 Constitutional and legislative framework D43 Freedom of opinion and expression Affected persons: - media	Not yet implemented
129.105 Take urgent measures to amend criminal legislation which criminalizes freedom of expression and opinion online and in different social media (Argentina); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 7	Supported	A41 Constitutional and legislative framework D43 Freedom of opinion and expression Affected persons: - media	Not yet implemented
129.94 Strengthen efforts to bring national legislation into line with the Constitution and with its international human rights obligations, especially with regard to the right to freedoms of assembly, expression and association (Italy); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 6	Supported	A41 Constitutional and legislative framework D43 Freedom of opinion and expression D44 Right to peaceful assembly D45 Freedom of association Affected persons: - general	Partly implemented, with the adoption of progressive amendments on the Constitutions (Article 52 and Article 53).
129.106 Bring its legislation into line with the new Constitution to ensure the full exercise of freedom of expression, association and assembly (Spain); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 6	Supported	A41 Constitutional and legislative framework D43 Freedom of opinion and expression D44 Right to peaceful assembly D45 Freedom of association Affected persons: - media	Partly implemented. Same comment as above.
129.107 Align its domestic legislation to international standards so as to fully respect the right to freedom of peaceful assembly and association, in line with the International Covenant on Civil and Political Rights, as well as remove any obstacles to the exercise of the right to freedom of opinion and expression (Brazil); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 6	Supported	A41 Constitutional and legislative framework D43 Freedom of opinion and expression D44 Right to peaceful assembly D45 Freedom of association Affected persons: - general - media	Partly implemented. Same comment as above.

129.98 Guarantee the effective exercise of freedom of expression, assembly and association, by reforming its legislation, notably so as not to hamper the legitimate work of non-governmental organizations and human rights defenders (Luxembourg); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 7	Supported	A41 Constitutional and legislative framework D43 Freedom of opinion and expression D44 Right to peaceful assembly D45 Freedom of association H1 Human rights defenders Affected persons: - human rights defenders	Partly implemented. Same comment as above.
129.108 Eliminate obstacles and restrictions to freedom of assembly and peaceful protest, and adopt a law that guarantees the free enjoyment of these freedoms, in conformity with the International Covenant on Civil and Political Rights (Mexico); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 6	Supported	A41 Constitutional and legislative framework D44 Right to peaceful assembly Affected persons: - general	Partly implemented, with the authorities allowing national protests in the country for few months and adopting Article 52 and Article 53 of the Constitution in 2020.
129.112 Review the application of the associations law from 2012 so as to ensure that it strengthens the right to freedom of association, and conduct the legislative consolidation of the law accordingly (Slovenia); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 6	Supported	A41 Constitutional and legislative framework D45 Freedom of association Affected persons: - general	Not yet implemented
129.199 Abolish the article in the penal code which allows rapists of underage girls to escape trial by marrying their victims (Israel); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 7	Supported	A41 Constitutional and legislative framework D51 Administration of justice & fair trial Affected persons: - girls	Not yet implemented
129.225 Adopt comprehensive national legislation that allows for compliance with and implementation of its international obligations concerning migrants, asylum seekers, refugees and stateless persons (Mexico); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 6	Supported	A41 Constitutional and legislative framework D6 Rights related to name, identity, nationality G4 Migrants G5 Refugees & asylum seekers Affected persons: - migrants - refugees & asylum seekers - stateless persons	Not yet implemented
129.171 Consider amending discriminatory legislation concerning women's rights (Namibia); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 6	Supported	A41 Constitutional and legislative framework F12 Discrimination against women Affected persons: - women	Partly implemented, with the adoption of Article 35 in the 2020 Constitution.
129.173 Adopt appropriate legislative measures to prevent any form of discrimination against women (Italy); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 6	Supported	A41 Constitutional and legislative framework F12 Discrimination against women Affected persons: - women	Partly implemented, with the adoption of Article 35 in the 2020 Constitution.
129.167 Accelerate the enactment of laws that promote the role of women (Kuwait); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 6	Supported	A41 Constitutional and legislative framework F12 Discrimination against women E31 Right to work S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment Affected persons: - women	Not yet implemented
129.188 Continue efforts to promote gender equality and criminalize violence against women (Jordan); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 6	Supported	A41 Constitutional and legislative framework F12 Discrimination against women F13 Violence against women Affected persons: - women	Partly implemented. Same comment as above.
129.179 Fully combat violence against women, protect and support victims and ensure that perpetrators receive penalties in accordance with the newly enacted law (Sweden); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 7	Supported	A41 Constitutional and legislative framework F13 Violence against women Affected persons: - women	Partly implemented. Same comment as above.
129.181 Continue combating violence against women and ensure the full enforcement of the criminal law (State of Palestine); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 7	Supported	A41 Constitutional and legislative framework F13 Violence against women Affected persons: - women	Partly implemented. Same comment as above.
129.200 Consider revisiting the penal code, which allows those who are guilty of rape to escape punishment if they marry the victim (Namibia); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 7	Supported	A41 Constitutional and legislative framework F13 Violence against women Affected persons: - women	Not yet implemented
129.184 Take further steps to combat violence against women (Timor-Leste); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 6	Supported	A41 Constitutional and legislative framework F13 Violence against women S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment Affected persons: - women	Partly implemented. Same comment as above.

129.185 Continue efforts aimed at combating violence against women (Senegal); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 6	Supported	A41 Constitutional and legislative framework F13 Violence against women S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment Affected persons: - women	Partly implemented. Same comment as above.
129.186 Continue combating violence against women (Turkey); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 6	Supported	A41 Constitutional and legislative framework F13 Violence against women S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment Affected persons: - women	Partly implemented. Same comment as above.
129.187 Continue efforts to combat violence against women (Bahrain); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 6	Supported	A41 Constitutional and legislative framework F13 Violence against women S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment Affected persons: - women	Partly implemented. Same comment as above.
129.222 Adopt national legislation implementing the Convention relating to the Status of Refugees and its 1967 Protocol, in order to institute a functioning system for the processing of refugees in accordance with international law and to grant protection to refugees determined and recognized as such by the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees (Sweden); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 6	Supported	A41 Constitutional and legislative framework G4 Migrants G5 Refugees & asylum seekers Affected persons: - refugees & asylum seekers	Not yet implemented
129.224 Enact a law on asylum seekers and refugees to ensure that migrants enjoy a safe legal status (Germany); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 6	Supported	A41 Constitutional and legislative framework G4 Migrants G5 Refugees & asylum seekers Affected persons: - migrants - refugees & asylum seekers	Not yet implemented
129.226 Grant and recognize refugee status for all persons coming under the mandate of the United Nations High Commissioner for Refugees, in particular by giving them the national documents necessary to that effect (Portugal); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 6	Supported	A41 Constitutional and legislative framework G4 Migrants G5 Refugees & asylum seekers Affected persons: - refugees & asylum seekers	Not yet implemented
6. Theme: A51 Human rights education – general			
129.177 Adopt effective measures to combat sexual and gender-based violence, ensuring victims' access to justice and to reception and reparation services (Chile); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 7	Supported	A51 Human rights education - general F13 Violence against women Affected persons: - women	Partly implemented. Same comment as above.
7. Theme: B32 Racial discrimination			
129.57 Combat the persistence of racist stereotypes and hate speech against the Amazigh, asylum seekers, refugees and sub-Saharan Africans (Peru); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 7	Supported	B32 Racial discrimination G5 Refugees & asylum seekers Affected persons: - refugees & asylum seekers	Partly implemented. Same comment as above.
129.59 Redouble its efforts to combat the persistence of acts of racial discrimination (Congo); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 7	Supported	B32 Racial discrimination S10 SDG 10 - inequality Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	Partly implemented. Same comment as above.
8. Theme: D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment			
129.76 Continue to forbid and punish torture and torture-related activities, taking all necessary measures to prevent such activity (Bosnia and Herzegovina); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 6	Supported	D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - persons deprived of their liberty	Not yet implemented
9. Theme: D29 Domestic violence			
129.182 Continue combating violence against women by ensuring the application of the law prohibiting domestic violence against women (Madagascar); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 7	Supported	D29 Domestic violence F13 Violence against women Affected persons: - women	Partly implemented. Same comment as above.
10. Theme: D42 Freedom of thought, conscience and religion			

129.90 Ensure that international norms on freedom of religion and belief and cult are fully respected, including the rights of religious minorities (Netherlands); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 7	Supported	D42 Freedom of thought, conscience and religion D45 Freedom of association Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	Not yet implemented
129.96 Take further measures to guarantee the rights to expression, assembly, association and belief (Australia); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 6	Supported	D42 Freedom of thought, conscience and religion D45 Freedom of association Affected persons: - general	Partly implemented. Same comment as above.
11. Theme: D43 Freedom of opinion and expression			
129.95 Implement freedom of association, expression, assembly and peaceful demonstration in accordance with the International Covenant on Civil and Political Rights (Kenya); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 6	Supported	D43 Freedom of opinion and expression D44 Right to peaceful assembly D45 Freedom of association Affected persons: - general	Partly implemented. Same comment as above.
12. Theme: D44 Right to peaceful assembly			
129.109 Take steps to ensure its obligations under the International Covenant on Civil and Political Rights are upheld when it comes to articles 21 and 22 regarding the right of peaceful assembly and the right to freedom of association (Norway); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 6	Supported	D44 Right to peaceful assembly D45 Freedom of association Affected persons: - general	Partly implemented. Same comment as above.
129.110 Avoid applying severe restrictions on freedom of assembly and prohibiting peaceful demonstrations, and take the necessary measures to make procedures for the registration of non-governmental organizations more flexible and to ensure that they can carry out their work without undue interference (Uruguay); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 7	Supported	D44 Right to peaceful assembly D45 Freedom of association Affected persons: - general	Partly implemented. Same as above.
129.115 Bring the legal provision on freedom of association and assembly fully into line with international human rights standards and ensure that non-governmental human rights organizations can operate legally in Algerian society (Netherlands); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 6	Supported	D44 Right to peaceful assembly D45 Freedom of association Affected persons: - general - human rights defenders	Partly implemented. Same comment as above.
129.116 Take measures to foster a safe, respectful, enabling environment for civil society, including through the removal of legal and policy measures, which unwarrantedly limit the right to association (Zambia); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 6	Supported	D44 Right to peaceful assembly D45 Freedom of association Affected persons: - general	Not yet implemented
13. Theme: D51 Administration of justice & fair trial			
129.80 Continue promoting respect for human rights and conduct investigations into human rights violations (Luxembourg); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 7	Supported	D51 Administration of justice & fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - judges, lawyers and prosecutors	Partly implemented. Same comment as above.
Theme: F12 Discrimination against women			
129.166 Continue to protect the rights of women and promote their empowerment (Pakistan); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 6	Supported	F12 Discrimination against women E31 Right to work S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment Affected persons: - women	Partly implemented. Same comment as above.
129.168 Strengthen its steps for enhancing the rights of women and gender equality (Republic of Korea); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 6	Supported	F12 Discrimination against women E31 Right to work S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment Affected persons: - women	Partly implemented. Same comment as above.
129.193 Continue to further its efforts to promote and protect the rights of women and children (Mauritius); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 6	Supported	F12 Discrimination against women F31 Children: definition; general principles; protection Affected persons: - women - children	Partly implemented, regarding the rights of women. Same comment as above.
Theme: F13 Violence against women			
129.174 Consolidate measures to ensure gender parity and combat violence against women (Zimbabwe); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 7	Supported	F13 Violence against women S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment B31 Equality & non-discrimination Affected persons: - women	Partly implemented. Same comment as above.

Theme: A12 Acceptance of international norms

129.2 Ratify the international human rights instruments to which it is not yet a party, particularly the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, the International Covenant on Civil and Political Rights, the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, and the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women (Honduras); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 32	Supported/Noted	A12 Acceptance of international norms D1 Civil & political rights - general measures of implementation D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation F12 Discrimination against women Affected persons: - women	Not yet implemented
---	-----------------	---	---------------------

Theme: A24 Cooperation with special procedures

129.100 Lift restrictions on the registration of associations and freedom of assembly, decriminalize defamation, adopt a framework to protect journalists from intimidation and harassment, and implement the best practices on peaceful assembly put forward by the Special Rapporteur to ensure compliance with the International Covenant on Civil and Political Rights (Ireland); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 47	Supported/Noted	A24 Cooperation with special procedures A41 Constitutional and legislative framework D43 Freedom of opinion and expression D44 Right to peaceful assembly Affected persons: - media	Partly implemented. Same comment as above.
---	-----------------	--	--

Theme: A41 Constitutional and legislative framework

129.103 Amend penal code articles that punish peaceful free expression with prison terms, to conform to Algeria's Constitution (United States of America); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 47	Supported/Noted	A41 Constitutional and legislative framework D26 Conditions of detention D43 Freedom of opinion and expression Affected persons: - persons deprived of their liberty	Not yet implemented
129.89 Work to ensure that constitutional guarantees of the inviolability of freedom of thought, conscience and religions are carried out for all, including for Ahmadi Muslims, and provide that community with the accreditation it needs to worship openly and in compliance with Algerian law (United States of America); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 42	Supported/Noted	A41 Constitutional and legislative framework D42 Freedom of thought, conscience and religion Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	Not yet implemented
129.197 Repeal article 326 of the penal code, which allows perpetrators of the rape of minors to escape justice by marrying their victims, and amend the family code in order to grant women the same status and legal capacity as men (Canada); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 50	Supported/Noted	A41 Constitutional and legislative framework D8 Rights related to marriage & family F13 Violence against women Affected persons: - women	Not yet implemented
129.62 Adopt legislation against discrimination, including discrimination based on sexual orientation and gender identity, and amend provisions with a tendency to maintain discrimination related to gender (France); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 36	Supported/Noted	A41 Constitutional and legislative framework S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Partly implemented. Same comment as above.

Theme: D21 Right to life

129.75 Continue commuting death sentences and continue the de facto moratorium on the application of the death penalty, maintained since 1993, with a view to abolishing it (Namibia); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 39	Supported/Noted	D21 Right to life D23 Death penalty A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - general - persons deprived of their liberty	Partially implemented, with the commutation of a number of death sentences to life imprisonment.
--	-----------------	---	--

Theme: D26 Conditions of detention

129.97 Respect the right to freedom of expression by abolishing the prison sentence for press-related offences, in particular those defined as "insult", "contempt" or "defamation" (Canada); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 47	Supported/Noted	D26 Conditions of detention D43 Freedom of opinion and expression Affected persons: - media - persons deprived of their liberty	Not yet implemented
---	-----------------	---	---------------------

Theme: D41 Freedom of movement

129.101 Facilitate the issuance of visas and accreditations without restriction to representatives of international organizations defending human rights and to foreign journalists (France); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 47	Supported/Noted	D41 Freedom of movement H1 Human rights defenders Affected persons: - media - human rights defenders	Not yet implemented
--	-----------------	---	---------------------

Theme: D42 Freedom of thought, conscience and religion

129.87 Guarantee the freedom of all individuals to practice their religion or belief, and end the arrests and public defamation of the Ahmadi community for practicing their religion (Canada); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 42	Supported/Noted	D42 Freedom of thought, conscience and religion D43 Freedom of opinion and expression Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	Partially implemented
129.88 Allow full freedom of belief to all religious groups, especially the Ahmadi minority, which suffers from continued persecution (Israel); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 42	Supported/Noted	D42 Freedom of thought, conscience and religion D43 Freedom of opinion and expression Affected persons: - minorities/ racial, ethnic, linguistic, religious or descent-based groups	Not yet implemented

Theme: D8 Rights related to marriage & family

129.131 Continue with efforts to eliminate all barriers to the effective equality of women, including the modification of discriminatory provisions of the family code, and continue to combat gender-based violence (Spain); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 36	Supported/Noted	D8 Rights related to marriage & family F12 Discrimination against women F13 Violence against women Affected persons: - women	Not yet implemented
129.132 Reform the family code to remove remaining discriminations against women (Germany); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 36	Supported/Noted	D8 Rights related to marriage & family F12 Discrimination against women F33 Children: protection against exploitation S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment Affected persons: - women	Not yet implemented

Theme: F12 Discrimination against women

129.169 Give full and equal rights to women in all areas (Israel); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 36	Supported/Noted	F12 Discrimination against women F14 Participation of women in political and public life S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment Affected persons: - women	Partially implemented. Same comment as above.
129.1 Ratify other human rights conventions to which Algeria is not yet a State party (Philippines); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 52	Noted	A12 Acceptance of international norms Affected persons: - general	Not yet implemented
129.20 Adhere and adapt its national legislation to the Rome Statute, including the incorporation of regulations to cooperate promptly and fully with the International Criminal Court (Guatemala); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 52	Noted	A12 Acceptance of international norms A41 Constitutional and legislative framework B11 International humanitarian law B52 Impunity D51 Administration of justice & fair trial Affected persons: - general	Not yet implemented
129.18 Take all necessary measures to ratify the Rome Statute of the International Criminal Court (Ireland); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 52	Noted	A12 Acceptance of international norms B11 International humanitarian law B52 Impunity D51 Administration of justice & fair trial Affected persons: - general	Not yet implemented
129.19 Ratify the Rome Statute of the International Criminal Court (Spain); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 52	Noted	A12 Acceptance of international norms B11 International humanitarian law B52 Impunity D51 Administration of justice & fair trial Affected persons: - general	Not yet implemented

129.4 Formally abolish the death penalty, and ratify the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights, aiming at the abolition of the death penalty (Australia); Move towards the definite abolition of the death penalty and ratify the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights (Luxembourg); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 52	Noted	A12 Acceptance of international norms D1 Civil & political rights - general measures of implementation D23 Death penalty Affected persons: - general	Not yet implemented
129.5 Take all necessary measures to formally abolish the death penalty, including ratification of the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights, aiming at the abolition of the death penalty (Ireland); Adopt the necessary legal measures to ensure that the death penalty is not applied as a sentence in judgments and consider acceding to the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights (Uruguay); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 52	Noted	A12 Acceptance of international norms D1 Civil & political rights - general measures of implementation D23 Death penalty Affected persons: - general	Not yet implemented
129.6 Take all the necessary measures to ratify the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights, aiming at the abolition of the death penalty (Brazil); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 52	Noted	A12 Acceptance of international norms D1 Civil & political rights - general measures of implementation D23 Death penalty Affected persons: - general	Not yet implemented
129.7 Ratify the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights, aiming at the abolition of the death penalty (Montenegro) (Portugal); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 52	Noted	A12 Acceptance of international norms D1 Civil & political rights - general measures of implementation D23 Death penalty Affected persons: - general	Not yet implemented
129.8 Intensify efforts to accede to the Optional Protocol to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (Denmark); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 52	Noted	A12 Acceptance of international norms D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment Affected persons: - persons deprived of their liberty	Not yet implemented
129.9 Consider ratifying the Optional Protocol to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (Rwanda); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 52	Noted	A12 Acceptance of international norms D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment Affected persons: - persons deprived of their liberty	Not yet implemented
129.10 Ratify the Optional Protocol to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (Ghana) (Portugal) (Spain) (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland); Promptly ratify the Optional Protocol to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (Guatemala); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 52	Noted	A12 Acceptance of international norms D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment Affected persons: - persons deprived of their liberty	Not yet implemented
129.14 Ratify the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance (Iraq) (Portugal) (Ukraine) (Sierra Leone); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 52	Noted	A12 Acceptance of international norms D32 Enforced disappearances Affected persons: - disappeared persons	Not yet implemented
129.11 Ratify the Optional Protocol to the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women (Ghana) (Sierra Leone); Promptly ratify the Optional Protocol to the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women (Guatemala); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 52	Noted	A12 Acceptance of international norms F12 Discrimination against women Affected persons: - women	Not yet implemented
Theme: A13 Reservations			
129.16 Withdraw reservations to the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women (Cuba); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 34	Noted	A13 Reservations F12 Discrimination against women Affected persons: - women	Not yet implemented
129.17 Withdraw its remaining reservations to the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women (Rwanda); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 34	Noted	A13 Reservations F12 Discrimination against women Affected persons: - women	Not yet implemented
Theme: A24 Cooperation with special procedures			

129.30 Extend an open invitation to all special procedures of the Human Rights Council (Uruguay); Issue a standing invitation to all special procedure mandate holders (Belgium); Consider extending a standing invitation to special procedure mandate holders (Georgia); Consider extending an open and standing invitation to the special procedures (Bosnia and Herzegovina); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 52	Noted	A24 Cooperation with special procedures Affected persons: - general	Partially implemented. Same comment as above.
129.31 Strengthen the cooperation with special procedures by extending a standing invitation (Peru); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 52	Noted	A24 Cooperation with special procedures Affected persons: - general	Partly implemented. Same comment as above.

Theme: A41 Constitutional and legislative framework

129.198 Revise article 336 of the penal code in order to define the crime of rape as a non-consensual sexual relationship (Paraguay); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 52	Noted	A41 Constitutional and legislative framework F13 Violence against women Affected persons: - women	Not yet implemented
129.65 Stop arresting people for same-sex relations (Israel); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 52	Noted	A41 Constitutional and legislative framework F14 Participation of women in political and public life S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Not yet implemented
129.63 Take the necessary measures to combat discrimination based on sexual orientation and gender identity and to repeal legislation criminalizing consensual sexual relations between persons of the same sex, in accordance with the constitutional provision on the elimination of discrimination (Spain); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 52	Noted	A41 Constitutional and legislative framework S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Not yet implemented
129.64 Ensure the respect for the rights and fundamental freedoms of lesbian, gay, bisexual, transgender, intersex and queer persons, by repealing the norms that criminalize and stigmatize them (Argentina); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 52	Noted	A41 Constitutional and legislative framework S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Not yet implemented
129.60 Repeal article 338 of the penal code, which criminalizes sexual acts between two consenting adults of the same sex (Canada); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 52	Noted	A41 Constitutional and legislative framework S10 SDG 10 - inequality Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Not yet implemented
129.61 Decriminalize same-sex sexual relations by repealing article 339 of the penal code, and include lesbian, gay, bisexual and transgender persons in its legal provisions against discrimination (Sweden); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 52	Noted	A41 Constitutional and legislative framework S10 SDG 10 - inequality Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Not yet implemented

Theme: D21 Right to life

129.72 Take measures to abolish the death penalty (Togo); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 52	Noted	D21 Right to life D23 Death penalty A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - general - persons deprived of their liberty	Not yet implemented
129.74 Commute all death penalty sentences with a view to abolishing capital punishment (Italy); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 52	Noted	D21 Right to life D23 Death penalty A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - general - persons deprived of their liberty	Not yet implemented

Theme: D8 Rights related to marriage & family

129.130 Modify the regulations of the Family Code which are discriminatory against girls and women, regarding guardianship of minors, inheritance, divorce, polygamy and rejection (Paraguay); Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 52	Noted	D8 Rights related to marriage & family F12 Discrimination against women F33 Children: protection against exploitation S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment Affected persons: - women	Not yet implemented
---	-------	---	---------------------

Theme: F12 Discrimination against women

<p>129.170 Consider eliminating the differences in the legal condition of men and women regarding marriage, divorce, custody and inheritance (Peru);</p> <p>Source of position: A/HRC/36/13/Add.1 - Para. 52</p>	<p>Noted</p>	<p>F12 Discrimination against women S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment A41 Constitutional and legislative framework</p> <p>Affected persons: - women</p>	<p>Not yet implemented</p>
---	--------------	--	----------------------------